

Paris, le 27 mai 2016

**Premier bilan fiscal du quinquennat,
impact des orientations budgétaires sur la DGFIP,
prélèvement à la source :
trois publications du syndicat national Solidaires Finances Publiques**

Le débat fiscal en vue des élections présidentielles et législatives de 2017 est engagé. Il est déjà marqué par une surenchère de la part de certains responsables politiques d'opposition qui prônent, par exemple, la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, la baisse de l'imposition des sociétés et une baisse de l'impôt sur le revenu. Ces propositions, dont le financement n'est pas précisé et qui ne peuvent que se traduire par une hausse des inégalités et une dégradation sans précédent des comptes publics, sont en réalité très idéologiques et, pour tout dire, choquantes. Elles s'inscrivent dans le cadre des promesses électorales qui, régulièrement, n'ont pas été respectées. De ce point de vue, il est instructif de nourrir le débat fiscal au travers d'un premier bilan fiscal synthétique du quinquennat. C'est l'objet de la note publiée par le syndicat national Solidaires Finances Publiques.

Tout système fiscal est appliqué au quotidien par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Or, sa capacité à assurer un service public de qualité est gravement affectée par les choix des gouvernements successifs : 35000 emplois y ont été supprimés (dont 3100 dans les services de lutte contre la fraude fiscale, pourtant affichée comme une priorité du gouvernement) alors que la charge de travail n'a cessé d'augmenter. Les lettres de cadrage pourraient même accélérer cette baisse des moyens humains et budgétaires de la DGFIP, ce qui conduit celle-ci à accélérer des restructurations synonymes de déstructurations. C'est l'objet de notre seconde publication.

Le prélèvement à la source pourrait voir le jour dans le cadre de la loi de finances à l'automne prochain. Notre syndicat a publié un livre vert sur ce mode de prélèvement de l'impôt infiniment plus complexe à instaurer qu'il n'y paraît. C'est ce qui a motivé une information des citoyens par la voie d'un tract.

Il ressort de ces trois publications que le gouvernement a agi à contresens de la justice fiscale et du service public :

[Le premier bilan fiscal du quinquennat](#)
[Note sur l'impact des lettres de cadrage](#)
[Tract sur le Prélèvement à la source](#)